

Progrès sans croissance

Dès les premiers cris d'alarme sur la crise écologique, la question de la croissance est posée. Le rapport Meadows (*Halte à la croissance ?* 1972), du nom de son auteur membre du Club de Rome, lie d'emblée la prise de conscience écologique à une prise au sérieux des limites de notre écosystème Terre et à la nécessité d'imaginer un mode de fonctionnement économique qui ne s'articule pas de manière fondamentale à la croissance du PIB. La crise énergétique de 1974 a donné à ce message une actualité déterminante de telle sorte que les années 1970 sont marquées par des recherches et réflexions importantes sur la crise écologique.

Le retour des prix du pétrole à un bas niveau a conduit à un ralentissement de tous ces efforts intellectuels et sociétaux dans les années 1980, marquées au contraire par une montée du libéralisme radical des années Thatcher et Reagan. Pourtant la réflexion continue au niveau des grandes instances internationales puisque, dès 1987, le rapport Brundlant (*Notre à venir à tous*) de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement propose le concept de *développement durable* qui vise précisément à prendre en compte la limitation des stocks dans tout processus de développement. Dans les années 1990, la chute du mur de Berlin va tout d'abord renforcer la logique d'une économie de marché sans contraintes avant que la question climatique n'entre en scène, avec une insistance persistante. Les différents rapports du GIEC depuis 1990 ont accumulé les arguments scientifiques démontrant le lien entre réchauffement climatique et activité humaine et insistant sur l'urgence d'une réaction forte de la part de tous les pays du globe. Cela a conduit aux accords de la COP 21 à Paris en 2015 où, par une déclaration universelle, les pays du monde entier prennent la décision de limiter l'augmentation de la température à 2°C voire d'aller vers l'objectif de 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Dans le même temps, les réflexions sur la croissance reprennent de l'ampleur dès les années 2000. Les travaux de Tim Jackson, (*Prospérité sans croissance. La Transition vers une économie durable*, 2010), notamment, insistent sur la nécessité d'interroger le paradigme de la croissance en économie et conduisent au concept de « transition écologique » ou d'« économie durable ».

Le concept de progrès remonte au 18^{ème} siècle et aux premières philosophies de l'histoire. On attribue classiquement à Condorcet cette intuition d'une histoire humaine marquée par un progrès qui conduise à des meilleures conditions de vie pour l'ensemble de l'humanité. L'évolution de la culture moderne depuis le 18^{ème} siècle avec pour moteurs la science, la technique et l'économie est marquée par cette visée. Plus tard, les développements du capitalisme ont conduit à un rapprochement entre les concepts de progrès et de croissance économique,

mesurée en termes de PIB (Produit Intérieur Brut). C'est ce rapprochement qui est de plus en plus contesté aujourd'hui, notamment par tous les travaux autour de l'indice de développement humain pour caractériser une société.

Cette réflexion fut bien évidemment conduite également à l'UNESCO, et depuis longtemps.

Le terme « décroissance » fut utilisé pour la première fois à l'UNESCO lors d'un colloque tenu en ses murs en février-mars 2002, sur le thème « *Défaire le développement, refaire le monde* ». La « décroissance » connut ainsi une diffusion sans précédent, allant jusqu'à être abordée en tant que « décroissance soutenable » par opposition à la notion de « développement durable » objet, la même année, du Sommet mondial de Johannesburg.

La volonté des organisateurs était de discuter à cette occasion des alternatives constituant déjà l'expression d'un refus de la suprématie de l'économie et du développement. 60 Intervenant.e.s et près de 1000 participant.e.s. ont alors débattu des effets néfastes de la mondialisation et du développement, considéré comme un concept « occidental », qui vise l'adoption par l'ensemble de la planète des valeurs du « Nord », la croissance économique ne pouvant, seule, être considérée comme un objectif souverain.

Cette dissociation du progrès et de la croissance se retrouve au cœur du débat actuel sur les dimensions économiques de la transition écologique. Le caractère limité des stocks de l'écosystème Terre – matières premières, énergie fossile, surfaces agricoles, eau potable, atmosphère... – constitue une limitation fondamentale des capacités de la Terre à supporter l'activité humaine. Le réchauffement climatique et les pertes de biodiversité en sont des conséquences immédiates. Une croissance économique indéfinie est intenable. Il s'agit par conséquent de penser des évolutions économiques qui intègrent cette contrainte environnementale forte.

Progrès sans croissance, c'est viser une société qui évolue dans le sens de meilleures conditions de vie pour toutes les populations mondiales, tout en prenant en compte la contrainte des limitations des stocks. Un défi majeur pour notre avenir.

Défi auquel l'UNESCO, notamment, entend faire face et répondre en développant, au travers de ses programmes, une « science de la durabilité », nouveau type de science considérant que le changement environnemental pourrait être le moteur de transformations sociales, elles-mêmes susceptibles de stimuler des changements environnementaux, non plus de manière négative, par des modes

de production et de consommation non durables, mais de manière positive, par des modes de vie, des technologies et des pratiques sociales inclusifs et durables.